

# APRÈS NOS RETRAITES, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE À NOTRE SANTÉ



À peine le coup de force antisocial et antidémocratique sur la réforme des retraites et le report à 64 ans passés ? le gouvernement s'en prend à un autre pan de notre Sécurité sociale. Cette fois point de grande réforme, le gouvernement profite de sa main mise grandissante sur le financement de la Sécurité sociale pour faire passer des mesures et des idées qui vont nuire grandement et immédiatement à notre santé.

## Déremboursement imposé des soins dentaires

Pour le gouvernement Macron et son ministre de la santé François Braun, il est apparemment insupportable que les travailleurs, qu'ils considèrent comme des « sans dents » suivant la formule d'un ancien monarque présidentiel, méritent réellement leur désignation ...

Aussi sous couvert d'économiser 500 Millions d'€ sur le budget de la sécurité sociale, les frais dentaires ne seront plus remboursés qu'à hauteur de 60% au lieu des 70% actuellement (remboursement déjà insuffisant pour une grande partie de la population) et sera basculé sur les Mutuelles qui augmenteront en suivant le montant de leurs cotisations...

Une façon simple pour le gouvernement d'afficher une réduction des dépenses de santé sur le dos de notre accès aux soins et de notre « pouvoir d'achat » ... notre reste à vivre ?

## Menaces sur les arrêts de travail

Parce que les travailleurs sont des fainéants pour ce gouvernement d'experts dans le domaine de l'inactivité, la chasse aux médecins prescripteur d'un nombre d'arrêts maladie supérieur à la moyenne nationale est ouverte.

Le gouvernement détourne ainsi l'attention médiatique pour ne pas se poser les questions essentielles que sont la pénibilité au travail.

Le report de l'âge de la retraite coïncide avec l'augmentation de certaines pathologies ou la difficulté croissante d'accès aux soins, ainsi que son coût pour la population fait que l'on attend d'être au plus mal pour se soigner. Fidèle à son habitude le gouvernement préfère sanctionner, ne démorant jamais de son idéologie ultra libérale....



## Un filet minimal de charité à l'opposé de nos besoins

Évidemment les bons petits soldats Macronistes sont de sortie pour continuer leurs offensives envers les Droits des travailleurs et de la Sécurité sociale...

François Bayrou, dans sa grande compréhension du quotidien de la population estime : « Je n'ai jamais été partisan d'une santé ou d'un accès à la santé totalement gratuit. Je pense qu'une petite participation de ceux qui le peuvent serait juste » ... une déclaration du haut-commissaire au plan, faite en toute objectivité, n'en doutons pas...

L'énarque souhaite faire augmenter le prix des consultations tout en réduisant le remboursement de celles-ci, apparemment il ne sait pas que le coût d'une consultation est déjà payé par le salaire socialisé (cotisations sociales), ignorance gênante pour un gouvernant ?!

En développant son idée F Bayrou annonce clairement qu'une prise en charge complète ne peut concerner que ceux qui ont un revenu très faible, les autres devant mettre la main à la poche. Le modèle est bien celui tristement célèbre des États-Unis.

## POURTANT L'ARGENT IL Y EN A

Des solutions de financement existent. Ainsi un rapport conjoint de l'IGAS et de l'Inspection des Finances pointe le fait que les exonérations de cotisations accordées aux entreprises sont tellement nombreuses qu'il est impossible de les lister complètement.

75 milliards d'euros par an au bas mot qui ne rentrent pas dans les caisses de la Sécu ( Donnée issue du PLFSS 2022)

L'État n'est plus tenu de compenser ces exonérations mais quand il le fait, cela lui permet de justifier dans son discours la hausse de la dette et la nécessaire austérité à venir comme pour le budget 2024 où 6% d'économies sont demandés à tous les ministères alors même que la population réclame plus de services publics.

Pourtant le renforcement des services publics et de la Sécurité sociale sont des facteurs établis et prouvés d'une croissance qui produit richesse et bien être pour tous.

Leur choix n'a donc rien d'économique mais il est purement idéologique, il s'agit de faire payer les travailleurs, les jeunes, les retraités et les précaires pour engraisser les riches. C'est une politique de classe qui va se faire au détriment de notre santé et ça c'est inacceptable.

Plus que jamais nos revendications d'arrêter les exonérations de cotisations et de remettre la gestion de la Sécurité sociale entre les mains des travailleurs et travailleuses sont les seules garantes de la réponse aux besoins de la population comme voulu par Ambroise Croizat et le programme des Jours Heureux du CNR !

**REJOINDRE  
LA CGT**

